



Information SSP-HUG

Mai 2009

Ce numéro se veut être un bulletin d'information générale sur vos droits et prestations. Il appelle à la mobilisation du personnel car rien ne changera si nous ne bougeons pas...

Présence du SSP à la manif du 1 mai



+ de personnel pour les HUG !

La situation devient catastrophique !
La suppression des 435 postes se fait sentir de plus en plus fort, spécialement dans les unités de soins.

Les listes d'attente s'allongent pour des patient-es qui doivent être opéré-es et pour les urgences adultes et pédiatriques. Une manière de pousser les patient-es vers le privé ?

L'accroissement du nombre de patient-es et la diminution du temps de séjour sont des facteurs d'intensification des cadences de travail. Le besoin de plus de personnel se fait criant et il est temps de réagir.

En effet, sans une mobilisation énergique la situation s'aggravera.

La résistance doit s'organiser dans chaque service pour cerner les méfaits de cette politique.

Nous vous proposons un rendez-vous toutes les deux semaines au local syndical, rue Jean Violette 29.

Vous pouvez déléguer un-e collègue par service. Réfléchissons ensemble à des actions concrètes (lettres, pétition, rassemblement, dénonciation publique, manif, grève, etc...).

Dépassons nos peurs individuelles afin d'établir un collectif fort.

Venez nombreux mercredi 3 et 17 juin à 17h!

Rue Jean Violette 29, étage 0

Local des syndicats

Ne vous laissez pas faire !

Calculer les postes de travail qui manquent dans votre service

Dans l'accord signé le 28 juin 2002 entre la direction des HUG et les syndicats, nous avons défini un coefficient pour calculer les postes nécessaires par service. Voici le texte : *Le calcul de coefficient dotation pour un poste de travail de 8 heures par jour sur 365 jours tient compte de : 104 jours de repos, 25 jours de vacances, 15 jours fériés (9 officiels, 1er mai « chôme », 5 jours Conseil d'Etat si accordé), 3 jours congé statutaire (congés spéciaux, art. 35), 13 jours maladie, accident, 3 jours de formation. Total*

202 jours travaillés soit 1616 heures pour un 100%. Le coefficient est ainsi fixé à 1,8.

Cela veut dire que pour chaque poste de travail de 8h par jour sur une année, il faut 1,8 poste de travail à plein temps. Mais le calcul est parfois complexe si le service est ouvert 24h sur 24h.

Nous vous proposons de nous contacter pour calculer ensemble les postes de travail manquants à réclamer pour réaliser un travail correct.

Médecine légale soupe Victoria au goût lausannois

Quand le professeur Timothy Harding a pris sa retraite, la direction des HUG a nommé le responsable de Lausanne pour diriger également le service de médecine légale de Genève.

Celui-ci a procédé au remplacement de la plupart des responsables en place à Genève par des personnes qu'il a fait venir de Lausanne. Il a également créé un poste d'administrateur à 50% alors qu'il existe déjà un administrateur à 100% dans le Département de Médecine Communautaire.

En même temps, pour « les besoins » du plan Victoria, il supprime un poste de préparateur en pathologie, indispensable au bon fonctionnement du service.

Nous apprenons également qu'il décide de transférer certaines analyses de laboratoire de Genève à Lausanne et vice versa. Dans l'échange, Genève perd environ 500.000 Fr. !

Donc, nous avons un doublon pour un poste d'administrateur, la suppression d'un poste indispensable et le « cadeau » de 500.000 Fr. pour le service lausannois. Bravo pour la cohérence si le but est de faire des économies pour le plan Victoria ! Nous demandons qu'une enquête indépendante soit réalisée en tenant compte de l'avis du personnel afin que la lumière soit faite sur les irrégularités dénoncées et rétablir un climat de travail serein.

Médecine Communautaire dégradation des prestations

Ex Polimed (DMCPR) ou comment dégouter les patients et le personnel !

Dans ce service de premiers secours, la demande d'actes infirmiers a progressé de **50%** sans aucune augmentation de personnel! Résultat : les patient-es attendent de longues heures et le personnel souffre d'épuisement professionnel...

Autre exemple : l'unité mobile des soins communautaires (UMSC)

Ce service s'adresse à des patients sans recours financier et sans assurance-maladie...

Récemment, la direction a limité à **30** le nombre de consultations par jour alors que la demande est beaucoup plus forte.

Encore de dégradations des prestations...



Autosatisfaction de la direction

Si l'on suit les propos du directeur récoltés dans la Tribune de Genève, ainsi que la lettre joint à notre salaire du mois de mars, **tout va bien dans les HUG !...** et par conséquent nous sommes tous des menteurs quand nous dénonçons l'ampleur des dégâts constatés, tant sur le personnel que sur la qualité de soins. Ses dégâts ne sont pas toujours quantifiables par des chiffres et des pourcentages, mais ils sont bien réels ! Voici la réponse publiée dans le courrier des lecteurs de la TDG par notre collègue Albert Nahory, ancien président de notre syndicat hospitalier :

L'image des trois singes



Genève, le 20 avril. – « L'interview de M. Gruson dans votre édition du 14 avril est surprenante. Cela évoque pour moi la fameuse image des trois singes : rien voir, rien entendre et rien dire (ou presque) ! En effet, ne rien voir, ne rien entendre : il est

cependant facile de constater que le plan économie Victoria a des conséquences sur le personnel et les patients. Il suffit pour cela de se reporter aux informations des syndicats hospitaliers, aux témoignages de patients ou d'employés pour se rendre compte de l'impact de ce plan sur les conditions de travail, sur la souffrance au travail, sur la qualité des soins et sur les délais d'attente, tant aux Urgences que pour subir une intervention. Sans parler des restructurations permanentes, qui deviennent une stratégie de gestion propre à déstabiliser

l'institution et les personnels.

Ne rien dire : nous assistons à un plaidoyer langue de bois magistral : de l'autosatisfaction, nous sommes les meilleurs, même les experts français nous consultent ! Pourtant, en France, actuellement, les plus éminentes sommités



de la médecine hexagonale dénoncent ces politiques de la santé, qui n'ont plus que marginalement les soins pour centralité. Car la même logique économique et la même approche sévissent un peu partout : la santé est considérée comme un marché, l'hôpital comme une entreprise de production de soins qu'il faudrait rendre rentable et qu'il faut « éloigner » de l'Etat. L'état de l'économie et la crise dans laquelle le néolibéralisme a plongé la planète sont là pour nous montrer que c'est une voie sans issue et destructrice.

Mais la conclusion de cette interview nous montre la grande ambition de Messieurs Unger et Gruson : le plan quadriennal 2010-2014 sera la fidèle poursuite des quatre années précédentes :

économies et... économies.

Belle perspective pour une politique de la santé ambitieuse. »



Signez la pétition contre les horaires coupés

Engageons-nous ensemble contre le retour massif des horaires coupés. Il signifie un net recul des conditions de travail

Seule, la mobilisation générale contraindra la direction à lâcher et à engager du personnel

le PLEND après 2010...

Aux dernières nouvelles, le PLEND est reconduit dans sa forme actuelle jusqu'à fin 2010.

Le personnel est en droit de connaître le sort qui lui est réservé dans un proche avenir. Rien n'est prévu à ce sujet.

Le Cartel intersyndical de la fonction publique a demandé au Conseil d'Etat, le maintien de ce droit au delà de 2010, ajusté au nouveau droit fédéral, c'est-à-dire, premier âge de retraite anticipé à 58 ans. Nous vous tiendrons informés de la suite.

Savez-vous combien des hauts cadres ont été augmentés de 8,3% ?

De source sûre, nous apprenons qu'au sein de l'administration cantonale (14.000 employé-es) le nombre de hauts cadres percevant cette augmentation est de 130.

Aux HUG c'est le double ! C'est-à-dire, 260 hauts cadres pour 8.000 employés ! La pyramide s'allonge ! il y a chaque fois plus de cadres (très bien payés) et moins de personnel sur le terrain.



Dernière nouvelle sur la fusion CEH CIA Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

Le Conseil Fédéral a su trouvé 68 milliards de francs suisses pour l'UBS. Le Conseil d'Etat voudrait bien nous faire payer la crise en diminuant nos prestations de retraite !

Certains points évoqués lors des discussions laissent entrevoir de sérieuses attaques sur les prestations :

L'indexation des pensions :

actuellement elle est automatique. Si le salaire des actifs est indexé, les pensionnés le sont aussi.

Le Conseil d'Etat propose de discuter chaque année l'indexation des pensions et selon la situation financière de la caisse d'appliquer partiellement une augmentation ou de la bloquer.

Les années de cotisations : Le plan commun négocié CEH-CIA prévoit 37 ans et demi de cotisations, comme le plan actuel de retraite de la CEH.

Le Conseil d'Etat veut l'augmenter à 38, 39, voire 40 ans. Cela induirait une baisse des prestations.

L'âge pivot de la retraite : Dans le plan commun négocié il demeure à 60 ans.

Le Conseil d'Etat propose de l'augmenter à 62 voir 63 ans ce qui provoquera encore une baisse de prestations.

Augmenter la cotisation jusqu'à 28% : Actuellement les cotisations à la CEH sont financées 1/3 employé et 2/3 patronal. Ses conditions sont maintenues jusqu'à 24% de cotisation. Au delà, le Conseil d'Etat impose la répartition à part égale, c'est-à-dire, 50% employé et 50% patronal.

Il est inadmissible de vouloir nous faire payer plus et percevoir moins !

Nous vous invitons à venir nombreux à l'assemblée générale de la CEH, le 17 juin 2009, pour dire haut et fort notre désaccord avec ces attaques !

Visitez notre site www.sspsante.org

Contact : info@sspsante.org

Éditeur responsable : Comité SSP hôpital.